

Jean Teissier alias colonel Lizé : un héros oublié de la Libération de Paris

Category: 1940-1944 : Résistances en France,1942-1945,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Actualités,Global,Hommages et discours,Place des Services spéciaux dans la résistance de l'armée (ORA...)

26 août 2024



Jean Teissier, baron de Marguerittes, a joué un rôle clé dans la Résistance française et la Libération de Paris. En 1944, sous le pseudonyme de colonel Lizé, il prend le commandement des Forces françaises de l'intérieur (FFI) de la Seine et participe activement aux combats pour libérer la capitale. Opposé à une trêve avec l'ennemi, il ordonne l'édification de barricades, et Paris est finalement libéré le 25 août 1944. Après la guerre, il poursuit une carrière militaire et spirituelle, devenant prêtre en 1956.

Né le 1er juin 1882 à Constantine (Algérie), élève de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures, il s'engage dans l'armée le 5 juillet 1905 et est affecté au régiment d'artillerie de Tarbes. Promu sous-lieutenant de réserve en octobre 1908, il intègre le 29^e régiment d'artillerie. En 1913, il obtient les galons de lieutenant de réserve puis d'active en 1916 et passe au 63^e régiment d'artillerie de défense contre avions (RADCA). Promu au grade de capitaine en janvier 1917, il rejoint le 63^e régiment d'artillerie de campagne puis est détaché à la Direction de l'Aéronautique militaire en mai 1919. En 1925, il rejoint le service financier de l'Armée française du Rhin puis deux ans plus tard le 41^e régiment d'artillerie divisionnaire à Périgueux. Jean Teissier est promu chef d'escadron le 25 septembre 1929. Deux ans plus tard, il rejoint l'état-major du département de la Seine puis, en 1932, le parc régional d'artillerie d'Angoulême. Promu lieutenant-colonel le 25 décembre 1937, il prend le commandement du 74^e régiment d'artillerie dépendant de la 1^{ère} division légère mécanique.

Le 10 mai 1940, la 1^{ère} DLM se porte sur la frontière belgo-néerlandaise et, de là, est contrainte à la retraite jusqu'à Dunkerque où elle est embarquée pour l'Angleterre. De retour à Cherbourg le 6 juin 1940, il reconstitue son régiment avec des éléments de fortune dans les environs de Chevreuse. Après avoir réquisitionné quelques véhicules, ils rejoignent le Puy-de-Dôme où ils arrivent le 16 juin. Le 18 juin, le colonel de Marguerittes est convoqué d'urgence à Clermont-Ferrand où il doit prendre le commandement de la défense de la ville. Il est alors sous les ordres du général de Lattre. De Marguerittes apprend le 24 juin que l'armistice a été signé. Le 6 juillet, son régiment est dissous et le général de Lattre lui confie la fonction de Major de Garnison de Clermont-Ferrand, de Royat et de Chamalières et le promeut au grade de commandeur de la Légion d'honneur. Sa première préoccupation est d'organiser près de Clermont-Ferrand un camp destiné à recevoir les démobilisés, notamment ceux ne pouvant rentrer chez eux. Il participe également aux activités naissantes d'un réseau d'évasion de prisonniers de guerre français.

Une nouvelle activité commence ensuite pour lui : le camouflage du matériel soustrait à l'ennemi. Ses nombreuses parentés en Auvergne lui facilitent le travail. Carrières, châteaux, fermes reçoivent des dépôts de toutes sortes (armes, munitions, véhicules...). En mai 1941, il est promu colonel de réserve puis est démobilisé à Bergerac. Il se retire à Manzac sur Vern (Dordogne). Il est alors contacté par le général de Beauchêne pour mettre en place un réseau de résistance armée. Le colonel de Marguerittes commence alors un travail de réorganisation clandestine de son régiment. Se sentant repéré, il entre dans la clandestinité au début de l'année 1943 et quitte la Dordogne.

En avril 1943, le colonel de Marguerittes entre en contact avec l'OCM à Bordeaux. Il accepte d'organiser l'Armée Secrète dans les départements des Landes et des Basses Pyrénées. Fin 1943, il prend le commandement de la région de Bordeaux dont le chef vient d'être identifié par la *Gestapo*. Traqué à son tour à la suite d'une tentative d'exécution de Grand-Clément convaincu de trahison, De Margerittes est affecté à Lyon en février 1944 et entre en liaison avec *Ceux de la Libération*.

Au début de mai 1944, le colonel de Marguerittes arrive à Paris sous le pseudonyme de colonel Lizé. Pierre Lefauchaux, commandant des FFI de la Seine, vient d'être arrêté par les Allemands. Le lieutenant-colonel Duc (Dauphin), responsable militaire de Libé-Nord, membre de l'état-major national FFI, lui propose de prendre le commandement des FFI de la Seine. Lizé accepte sa proposition.

A partir de cette date, le colonel Lizé met tout en œuvre pour préparer l'insurrection libératrice. Le 17 août au matin, il installe son PC au 1 rue Guénebaud, au coin du quai de Conti. La bataille de Paris commence réellement le 19 août. Le soir même, diverses hautes personnalités françaises de toutes obédiences interviennent auprès de Raoul Nordling, consul général de Suède, afin qu'il intervienne auprès du général Von Choltitz à l'effet de conclure une trêve. Celui-ci accepte. Le colonel Lizé est farouchement opposé à cette trêve. Le 21 août au soir les combats reprennent. A 19h30, Lizé donne l'ordre d'édifier des barricades. Dans la nuit du 24 août, les premiers éléments de la 2^e DB entrent dans Paris. Le lendemain, la ville est libérée.

Après la Libération, il est nommé président de la commission d'homologation des grades FFI de la Seine. En septembre 1945, le colonel de Marguerittes commande quelques temps la Place de Baden-Baden. Promu général de brigade le 25 février 1946, il est ensuite démobilisé pour atteinte de la limite d'âge. Il est alors appelé comme délégué français de l'UNRRA (Administration des Nations Unies pour les secours et la reconstruction) en Allemagne et chargé de mission, durant deux ans, de l'ordre souverain de Malte.

Veuf de Suzanne Duval qu'il avait épousé en septembre 1918, il entre au séminaire de Périgueux et est ordonné prêtre en 1956. Il devient alors curé de campagne.

Jean Tessier est décédé le 21 août 1958 à Grand-Brassac en Dordogne.

Décorations :

- Grand Officier de la Légion d'Honneur
- Croix de guerre 1914-1918
- Croix de guerre 1939-1940
- Médaille interalliée de la Victoire
- Croix de guerre belge
- Commandeur de l'Ordre de Léopold (Belgique).

Source : Musée de la Résistance

Bon-Encontre : le chemin de l'honneur et de la Résistance

Category: 1940-1944 : Résistances en France,Europe de l'Ouest,Général Louis Rivet,Place des Services spéciaux dans la résistance de l'armée (ORA...),Pourquoi la résistance des Services spéciaux est-elle si mal connue ?,Quand a débuté la résistance des SR
?,Renseignement,Serment de Bon-Encontre,Services allemands,Videos en ligne
26 août 2024



Par Joël-François Dumont

L'Amicale des Anciens des Services spéciaux de la Défense nationale, l'AASSDN, vient de tenir son congrès à Bon-Encontre, dans la banlieue d'Agen. Une occasion pour *la Voix du Béarn* d'évoquer une très belle page de l'histoire de nos services spéciaux, à un moment crucial, en juin 1940, après le déferlement des troupes allemandes sur la France.

Voir ci-dessous la vidéo sur la commémoration du Sermet de Bon-Encontre avec le discours du Président de l'AASSDN, le Général François Mermet.

En mai-juin 1940, en quelques semaines, 100.000 militaires et civils français sont morts en tentant de stopper l'offensive allemande, sans succès, écrasés qu'ils furent par la puissance de feu des blindés de la Wehrmacht et des *Stuka* de la Luftwaffe.

La débâcle qui s'en est suivie marquera à jamais la mémoire collective des Français après avoir été vécue comme un moment de déshonneur national. Heureusement, le courage et à la détermination d'une poignée d'hommes et de femmes refusant la défaite, mobilisés corps et

âme pour bouter l'ennemi hors de France, permettront à la Libération de retrouver confiance en notre avenir collectif après plusieurs années d'occupation.

Les tous premiers à se ressaisir, imaginant des conditions d'armistice très dures, furent les hommes et les femmes du « 2 bis », notre service de renseignement en 1940. Comme le veut la tradition, en temps de guerre, celui-ci se transforme en 5^e Bureau pour regrouper le service de Renseignement et celui du contre-espionnage.

Le général d'armée aérienne François Mermet, président de l'Amicale des Anciens des Services spéciaux de la Défense nationale, l'AASSDN, a retracé ce qui s'est passé le 14 juin 1940 dans la banlieue d'Agen au séminaire de Bon-Encontre, réquisitionné par l'équipe du colonel Rivet et du capitaine Paillolle, chef du contre-espionnage français.

Ce 80^e anniversaire du serment de Bon-Encontre, a été reporté du fait de la pandémie et après le décès de son ancien président, le colonel Henri Debrun, qui était venu faire apposer une plaque en l'honneur de ce fait d'arme exceptionnel sur le mur du séminaire. Il a enfin été commémoré comme prévu. Les hommes et les femmes de l'ombre chargés du Renseignement aiment et respectent les traditions. Même discrètement, ils n'oublient jamais d'honorer la mémoire et le sacrifice des « anciens » pour l'exemple qu'ils ont su montrer. Avec ceux qui ont survécu, ils s'attachent également lors de ces rencontres à avoir une pensée pour ceux qui sont morts pour la France au champ d'honneur sans oublier les camarades qui les ont quittés en cours d'année.

Nombreux sont parmi les membres de l'AASSDN ceux qui ont eu un père, une mère ou un proche à s'être jeté dans la bataille et avoir « payé le prix du sang ».

Lors de ces congrès, il n'y a pas que les anciens. Traditionnellement, des militaires d'active, représentant des unités d'élite qui sont le bras-armé de nos services sont présentes, autant de symboles de nos forces armées : 13^e RDP, 1^{er} RPIMA, 2^e Hussards, le « 44 », les Forces spéciales et leurs célèbres commandos comme le CPA 10 de l'armée de l'Air et de l'Espace qui n'ont rien à envier au Navy Seals américains. Sans oublier, parmi les plus fidèles, les marins du sous-marin *Casabianca* qui, lors de la 2^e Guerre Mondiale, s'est illustré entre Alger et la métropole en assurant des liaisons à risque et en transportant des responsables de la Résistance.

Chaque année, l'amicale rend également hommage à des hommes et à des femmes qui, par leurs actions, sont devenus des symboles de la Résistance.

Cette année une gerbe a été déposée sur la tombe de l'adjudant-chef André Fontès - en présence de son fils Christian - pour célébrer le réseau Morhange dirigé par Marcel Tallandier, en présence de sa fille Monique.

De même, la mémoire de nos « Merlinettes » a été honorée, après avoir été tirées d'un oubli qui a duré près de 70 ans... Ces Merlinettes dont le colonel Paillolle était si fier ont désormais trouvé leur place dans le jardin Eugénie-Malika Djendi dans le parc Citroën (Paris XVe) où a été édifié le monument à la mémoire de ceux qui sont morts pour la France en OPEX.

Sans l'opiniâtreté de Jean-Georges Jallot-Combélas, neveu d'une de ces Merlinettes, elles seraient restées méconnues.

Comment expliquer que de si belles pages de notre histoire commune soient inconnues de nos compatriotes ? Certains vont tenter à Bon-Encontre de trouver des éléments de réponse à cette question. Un pays qui ne sait pas d'où il vient ne saura jamais où il va.

Le combat mémoriel que livre l'AASSDN se poursuit depuis mai 1954. Si elle reste une association patriotique des plus emblématiques, l'AASSDN reste toujours discrète mais bien présente pour défendre la mémoire des hommes et des femmes de l'ombre qui ont combattu pour la France.

Comme l'a rappelé le général Mermet dans l'entretien qu'il a accordé à Christophe Cornevin du *Figaro*, rappelant le sens du combat mémoriel que livre l'amicale : « *Notre mission est de faire œuvre de vérité et de tirer de l'oubli des personnages de l'ombre au parcours extraordinaire* » avant de faire sienne cette maxime de Bossuet : « *Le plus grand outrage que l'on puisse faire à la Vérité est de la connaître et en même temps de l'abandonner ou de l'oublier* » Une citation reprise par un officier de gendarmerie, le colonel Paillole chef du contre-espionnage français en juin 1940 qu'il mettra en exergue de son livre « Services Spéciaux ».

Après cette évocation avec Jean-Michel Poulot, nous entendrons la voix d'une grande dame, Joséphine Baker, qui nous chantera « *j'ai deux amours, la France et Paris* ». Notre pays lui rendra le 30 novembre prochain l'hommage de la Nation pour son engagement au service de la France en transférant ses cendres au Panthéon. Joséphine Baker a été recrutée avant-guerre par le service de contre-espionnage du capitaine Paillole et a effectué de nombreuses missions pendant la guerre.

Comme quoi, dans la vie, on peut avoir deux amours en n'ayant qu'une seule fidélité !

Joël-François Dumont

Ecouter le podcast audio du Discours du Général Mermet :

Général Louis Rivet, Carnets du chef des services secrets 1936-1944

Category: 1935-1940,1940-1942,1942-1945,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Europe de l'Ouest,Général Louis Rivet,Le C.E. a-t-il protégé la population ?,Livres et publications,Place des Services spéciaux dans la résistance de l'armée (ORA...),Quand a débuté la résistance des SR ?,Qui étaient les chefs des SR ?,Renseignement,Services allemands,SERVICES SPECIAUX
26 août 2024

Cet ouvrage donne un éclairage nouveau sur l'histoire du renseignement et du contre-espionnage français.

Le général Louis Rivet fut le responsable des services spéciaux militaires français, du Front

Populaire à la fin de l'Occupation. A ce titre, il est à la fois un grand témoin et un acteur incontesté de cette période tragique de notre pays.

Que retenir de ces carnets et des excellentes annotations des deux universitaires, Olivier Forcade et Sébastien Laurent ?

Le pouvoir politique est absent de ses écrits. C'est logique, le général Rivet rend compte à ses chefs, ainsi qu'au général Gamelin. Mais c'est aussi l'une des clés pour saisir les fondements des erreurs stratégiques commises à cette époque par le pouvoir politique du côté français.

Pour tracer la présence du politique dans la ligne de conduite des services spéciaux de l'époque, il faut lire entre les lignes de ces carnets. Par exemple, on y décèle la ligne de fracture entre la crainte du communisme et la crainte du fascisme qui ressort avec évidence des divergences sur la conduite à tenir à l'égard de l'Italie. Rivet était favorable à un dialogue avec l'Italie, les responsables du Front populaire ne partageaient pas cette analyse. Mais là n'est pas le plus important.

Ce qui frappe à la lecture de cet ouvrage, c'est l'absence de prise en compte du renseignement et du contre-espionnage dans la prise de décision stratégique militaire et politique.

Sur la question de la trouée des Ardennes et de Sedan (percée allemande qui déstabilise de manière décisive le système de défense français en mai 1940), le troisième bureau (opérations) écarte d'un revers de manche l'éventualité d'une telle hypothèse alors que le deuxième bureau (renseignement) la valide en mettant en garde les plus hautes autorités sur la faiblesse de nos troupes positionnées face aux Ardennes et le risque encouru par une attaque de divisions blindées allemandes dans ce secteur.

Cette erreur très significative dans le processus de réflexion stratégique n'est pas prise en compte dans l'enseignement de la stratégie des écoles militaires.

Le général De Gaulle, lui-même, n'a jamais su tirer de leçon d'un tel raté qui aboutit à l'une des plus grandes défaites que la France ait connue dans son histoire. C'est ce que l'on peut déduire de l'ouvrage très détaillé d'un professeur agrégé d'histoire-géographie, Sébastien Albertelli sur le service secret gaulliste durant la seconde guerre mondiale (*Les services secrets du Général de Gaulle, le BCRA 1940-1944*, Perrin, 2009). On y remarque la manière très particulière dont De Gaulle intégrait le rôle du renseignement dans son combat politique.

L'analyse des carnets révèle aussi le poids et ce caractère pérenne des dissensions entre Ministères et leur incapacité de définir un renseignement d'anticipation. Cette incapacité de coordonner le renseignement ainsi que le contre-espionnage révèle l'incapacité du pouvoir politique à prendre les décisions qui s'imposaient dès les premières tentatives d'Hitler de transgresser le Traité de Versailles.

Voir [Les leçons à tirer des carnets du général Rivet](#) par Christian Harbulot

Voir également la biographie du Général Louis Rivet, l'un des fondateurs de l'AASSDN

A lire : *Les services secrets du Général de Gaulle, le BCRA 1940-1944*, Perrin, 2009 : <http://aassdn.org/xmca12000.htm#ALBERTELLI>

1940-1942 : Réseaux militaires clandestins et Bureaux des Menées Antinationales

Category: 1940-1944 : Résistances en France, 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Colonel Paul Paillole, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Général Louis Rivet, Henri Frenay, L'action des services avant et après 1942, Les rapports avec les autres réseaux, Lieutenant Colonel Perruche, Où étaient les agents des Services spéciaux avant 1942 ?, Place des Services spéciaux dans la résistance de l'armée (ORA...), Pourquoi la résistance des Services spéciaux est-elle si mal connue ?, Quand a débuté la résistance des SR ?, Quels rapports des SR avec Vichy ?, Renseignement, Services allemands, Source MAD
26 août 2024

CETTE SACRÉE VÉRITÉ...

Soucieux de dissiper bien des malentendus, des confusions et des jugements sommaires, hâtifs et souvent partiels formulés à propos de l'action clandestine menée par les services spéciaux militaires de juin 1940 à la fin de l'année 1942, le Colonel Paillole nous livre ici le témoignage vivant de cette époque si contrastée, si controversée aussi et fait sortir de la nébuleuse des premières années de la résistance, le rôle joué par ses camarades et le sacrifice de nombre d'entre eux.

C'est encore et toujours la présentation inexacte, incomplète de l'opposition des militaires à l'oppression nazie de 1940 à 1942 qui m'incite à revenir sur un sujet que j'ai maintes fois traité. Je supporte mal l'image confuse qui est donnée de leur résistance et l'exploitation malveillante qui en résulte. Nous avons, moi le premier, notre part de responsabilité dans cet état de fait: trop de timidité, d'humilité, mais aussi et surtout, en face des exigences de l'HISTOIRE, une conception étriquée du devoir de réserve, pas toujours exempte de suffisance. Je serais satisfait si l'exposé qui va suivre limité au travail de nos réseaux clandestins et des Bureaux Menées Antinationales (B.M.A.) permettait une vue plus claire, une compréhension plus complète et juste de leurs rôles et actions respectives.

Les militaires dans la résistance de 1940 à 1942 N'en déplaise aux irréductibles détracteurs de l'armée et à leurs complices médiatiques, il est désormais établi que les premiers actes de résistance à l'occupant, fin 1940, sont pour la plupart d'initiatives militaires.

On peut les classer schématiquement en trois groupes: - L'opposition à l'ennemi mais aussi au pouvoir de Vichy. La plus salubre pour la FRANCE fut celle du Général de Gaulle. Elle reste dans l'HISTOIRE, le symbole du patriotisme et de l'honneur. Il y en eut d'autres diversement développées, la plus marquante étant celle de mon ancien de Saint-Cyr et ami Henri Frenay.

- Les réseaux clandestins issus du 5e Bureau de l'E.M.A.. Ils vont poursuivre leurs missions de recherche et de contre-espionnage contre l'Axe en marge des autorités vichyssoises.

- La résistance de l'armée de l'armistice orientée par les premiers chefs, Weygand, Frère,

Verneau, du Vigier, Baril, etc.. dans un esprit de revanche et la préparation en secret d'une participation aux opérations alliées de libération. Ainsi naquirent dans les zones libres (métropole et A.F.N.) des institutions plus ou moins confidentielles et éphémères : camouflage du matériel (C.D.M.), mobilisation clandestine, section secrète du 2e Bureau de l'E.M.A. et Bureau des Menées Antinationales (B.M.A.). Je n'oublie pas les tribunaux militaires qui surent réprimer de 1940 à 1942 les entreprises des services spéciaux de l'Axe et de leurs auxiliaires.

Naissance et caractéristiques des réseaux militaires clandestins

Le 26 juin 1940 à 18 heures, le Colonel Rivet et les cadres du 5e Bureau de l'E.M.A. dissous, font le serment à Bon Encontre (près d'Agen) de poursuivre en secret leur contrat. Le même jour à Brax (près de Toulouse) le personnel de ce 5e Bureau fait le même serment en présence du Colonel Malraison, adjoint du Colonel Rivet. Le 27 juin 1940, nous tirons les premières conséquences de cette résolution:

1 - La poursuite de la lutte est en opposition aux clauses de l'armistice. Elle exigera une organisation et des actions secrètes, hors des institutions officielles. Elles seront indépendantes d'elles.

2 - Secret et sécurité imposent un cloisonnement rigoureux entre nos spécialistes: renseignement proprement dit, contre-espionnage, sécurité. C'est l'éclatement de nos services centralisés d'origine dans le 2e Bureau (S.R. - S.C.R.) et le 5e Bureau. C'est l'obligation de créer des réseaux indépendants.

3 - Des cadres volontaires de ces réseaux d'active ou de réserve, seront en dehors de l'armée, en congé d'armistice ou bénéficiaires de contrats spéciaux ménageant leur avenir.

4 - Les moyens financiers et matériels de l'ex 5e Bureau seront répartis entre les réseaux. La réserve de fonds secrets est importante et suffira largement aux besoins immédiats de l'ensemble clandestin.

5 - Chaque chef de réseau reprendra contact avec son homologue de l'I.S. La liaison centrale radio avec Londres sera rétablie au sud de Royat.

6 - Des contacts et des accords seront pris avec l'ambassade des États-Unis à Vichy et la légation du Canada, pour assurer la transmission aux alliés des informations recueillies par nos réseaux. Des liaisons seront établies par chaque réseau avec les représentants alliés en pays neutres: Berne, Madrid et Lisbonne.

Ainsi vont naître en juillet 1940 nos réseaux clandestins, homologués à la libération et à partir de cette date dans les Forces Françaises Combattantes (F.F.C.). KLÉBER : Lieutenant-Colonel Perruche - P.C. à Vichy et Royat sous la couverture d'un " Office du Retour à la Terre ".

SSM/F/TR : Commandant Paillole - P.C. à Marseille, boulevard de la Plage sous la couverture de " l'Entreprise des Travaux Ruraux ". (T.R. : appellation initiale du réseau).

S.R. Air: Colonel Ronin - P.C. à Cusset avec radio spécifique avec l'I.S. à Londres.

Naissance et caractéristiques des B.M.A.

L'organisation clandestine se substitue de la sorte à la défunte institution officielle de défense. Son caractère révolutionnaire ne nous échappe pas plus que ses conséquences et ses risques. Dès lors, nos réflexions se portent sur le devenir de l'armée et ce que nous devrions en attendre. La création d'une armée de l'armistice est dans l'air. Rivet qui a vécu l'occupation de l'Allemagne au lendemain du traité de Versailles, a suivi, pas à pas la création de la Reichswehr et la naissance de l'Abwehr.

Soutenu par Weygand, il va plaider pour une institution analogue au sein de l'armée de l'armistice. C'est la création d'un organisme de défense contre le communisme, l'espionnage, le sabotage et plus généralement contre "les Menées Antinationales ". Il en revendique la responsabilité, convaincu que nos réseaux clandestins y trouveront les appuis matériels et moraux dont ils auront besoin. Après deux mois de négociations, sa suggestion est entendue le 25 août 1940, la commission d'armistice de Wiesbaden autorise la création du " Service des Menées Antinationales ". Dans chaque Division Militaire Territoriale (en zone libre et en Afrique) seront installés des Bureaux des Menées Antinationales (B.M.A.).

Pour répondre au mieux aux motivations qui nous ont inspirés, cette institution nouvelle doit résoudre avant tout un problème de recrutement et d'encadrement. Rivet et d'Alès vont s'y employer pendant tout le mois de septembre 1940 en piochant dans les ressourcés des B.C.R. dissous en juin 1940.

Au Colonel d'Alès, technicien confirmé, va échoir la direction effective des B.M.A. Il prendra comme adjoint un officier de haute qualité, le Lieutenant-Colonel Bonoteaux. Déporté, Bonoteaux mourra à Dachau dans les bras d'Edmond Michelet. Le Colonel Rivet, placé " en disponibilité fictive " (sic) veillera sur l'ensemble officiel et clandestin. Le 1er octobre 1940, le dispositif d'action et de défense est en place et opérationnel. L'appareil défensif en marche de 1940 à 1942

Il était temps.

Depuis juillet 1940, le réseau T.R. clandestin de contre-espionnage que je dirige, a pris vigueur et réactivé la plupart de ses agents infiltrés dans l'Abwehr. Les informations recueillies s'accumulent. Elles sont de deux sortes:

1 - Les informations d'ordre général sur la constitution, les missions, les moyens des services spéciaux ennemis, notamment ceux installés dans notre pays occupé. Leur exploitation fera l'objet de synthèses dont les données seront expédiées en lieu sûr à Alger. Les renseignements susceptibles d'intéresser les alliés (par exemple les directives de recherches données à l'Abwehr par l'O.K.N. car elles traduisent les intentions de Hitler) leur seront transmis.

2 - Les informations d'ordre particulier concernant la France et son Empire. En ce début d'octobre 1940, elles sont alarmantes. Elles prouvent la volonté de l'ennemi de s'opposer brutalement à toutes formes de résistance, d'imposer sa propagande, de s'infiltrer largement en zone libre, dans l'Empire et surtout en A.F.N. Aux moyens spécifiques de l'ennemi: l'Abwehr, Geheimfeldpolizei, S.D., O.V.R.A., S.I.M., etc... s'ajoutent les complicités de mauvais français de tous bords.

Une action défensive, disposant de moyens répressifs de fortune, mais surtout officiels, est urgente. Il faut que les Français comprennent que l'occupant demeure l'ennemi, que travailler avec ou pour lui, c'est toujours trahir au sens de la loi sur l'espionnage, en vigueur dans les zones non occupées où la France demeure encore souveraine.

La répression officielle c'est l'affaire de la Police, de la Surveillance du Territoire et des Tribunaux militaires maintenus dans chaque Division Militaire Territoriale de l'armée de l'armistice en zone libre et en A.F.N.

Le réseau T.R. sera le pourvoyeur principal de cet appareil répressif, sous la couverture des B.M.A. à qui il appartiendra de le mettre en oeuvre sans révéler notre existence et nos sources.

Mission difficile pour ces B.M.A. car ils doivent protéger nos moyens et nos actions, animer des services officiels sous l'œil inquisiteur de l'occupant et la défiance d'autorités vichyssoises de plus en plus acquises à la politique de collaboration. Mission ambiguë, car les B.M.A. seront parfois saisis d'initiatives contraires à cette politique et devront, plus ou moins adroitement, en minimiser les conséquences. Il y aura des bavures.

Il y aura surtout une œuvre fondamentale de couverture de nos réseaux clandestins. L'ennemi ne s'y trompera pas et le " fusible " B.M.A. sautera en août 1942. D'Alès sera limogé sans ménagement. La plupart des chefs de B.M.A. seront poursuivis, arrêtés, déportés... Bonoteaux, Delmas, Roger, Proton, Heliot, Denaenne mourront dans les camps nazis Blattes, Jonglez de Ligne, de Bonneval (futur aide de camp du Général de Gaulle) en reviendront meurtris. J'en passe et m'en excuse, car de tels sacrifices consentis en toute connaissance de cause méritent mieux que l'indifférence, le sarcasme ou l'oubli.

T.R. - B.M.A. - Surveillance du Territoire - Justice militaire Pour conclure cet exposé, quelques cas concrets devraient aider à la compréhension du fonctionnement de cet appareil de défense. Au-delà de notre action secrète, nous avons voulu de 1940 à 1942 associer au maximum les forces encore vives de notre nation à notre lutte contre l'occupant. Pour si paradoxal que cela puisse apparaître à certains, nous pouvons nous enorgueillir de l'avoir tenté et souvent réussi. Ce qui suit tend à le démontrer.

Juillet 1940: Une commission d'armistice allemande s'installe à l'Hôtel du Roi René à Aix-en-Provence. Les écoutes installées par notre poste clandestin de Marseille (T.R. 115) révèlent la présence en son sein de membres de l'Abwehr soucieux de l'état d'esprit des militaires, des populations, de l'activité de la flotte, des camouflages d'armes, etc... C'est un jeu d'introduire dans cette commission plusieurs agents de pénétration.

En septembre 1940, T.R. 115 découvre qu'un couple d'origine allemande, réfugié israélite en France depuis 1938, a offert ses services aux nazis. Son activité est intense. Elle menace les entreprises clandestines de camouflage d'armes ainsi que certaines filières d'évasion par voies maritimes ou terrestres.

En décembre 1940, je décide d'y mettre fin. T.R. 115 s'en ouvre confidentiellement au commandant Jonglez de Ligne, chef du Bureau M.A. de la XV^e Division Territoriale de Marseille. La surveillance du territoire est alertée. Herbert S. et Hélène G. sont arrêtés. Devant l'abondance des informations sur leurs activités, ils se résignent aux aveux non sans

arrogance et la menace d'en appeler aux vainqueurs, leurs employeurs. Devant le "bruit" que cette affaire d'espionnage (la première depuis l'armistice) pourrait susciter en métropole, le Colonel d'Alès, patron des B.M.A. obtient de la Justice militaire que le couple soit discrètement transféré en A.F.N. Six mois plus tard le Tribunal militaire d'Oran condamne l'homme à mort et la femme à la prison sans qu'en aucune circonstance le réseau T.R. ait été mis en cause.

Septembre 1940: Un soldat britannique, Harold C., fait prisonnier en juin 1940, s'évade et se réfugie à Lille. En accord avec nos agents T.R., il organise au profit de l'I.S. un embryon de réseau de renseignements et surtout une chaîne d'évasion.

Nous établissons un relais à Paris avec l'aide du réseau Kléber et faisons aboutir cette chaîne à Marseille chez le correspondant de l'I.S., le Capitaine Garrow en rapport avec notre poste T.R. 115.

Imprudent et trop dispersé, C. est repéré par l'Abwehr et arrêté en mars 1941. Pour échapper à la répression, il accepte de poursuivre son activité sous le contrôle de l'ennemi. Ignorant de ce retournement, nos agents ne peuvent que constater les dégâts dans les réseaux de l'I.S. et en rechercher l'origine. Plusieurs indices font porter les soupçons sur C.

Le sentant brûlé dans le Nord, l'Abwehr décide de le transférer dans la région parisienne où, sous le nom de D., il devra pénétrer l'un des premiers et remarquable réseau de résistance: "Le Musée de l'Homme". Ce sera chose faite en juillet 1941. Les arrestations succèdent aux arrestations. Torturé à mort, le grand savant Holweck s'éteindra en février 1942.

Grisé par ses succès, D. a cru bon d'entretenir comme couverture vis-à-vis de l'I.S. et de T.R., la filière lilloise d'évasion et son relais parisien. Ce sera sa perte.

C'est André Postel-Vinay, du réseau Kléber, qui est l'habituel correspondant de C. à Paris. Leurs contacts se multiplient. C. découvre l'activité de Kléber. C'est la bonne affaire pour l'Abwehr. A partir de septembre 1941, ce sont les premières arrestations. Fin 1941, c'est le tour de Postel-Vinay, en 1942 se seront les chefs de poste du réseau.

Alerté, notre poste T.R. 113 de Paris (Michel Garder) a vite fait le rapprochement C.-D.. Un agent de pénétration est infiltré dans la filière avec mission de convaincre l'anglais de "l'existence" d'une importante filière d'évasion vers la Suisse, basée à Lyon et où il pourrait être introduit. Fort intéressé, C. décide de se rendre en zone libre. Le 1er juin 1942, il arrive à Lyon et tombe dans la souricière organisée par le B.M.A. de la XIX^e Division Militaire, alerté par T.R. La Surveillance du Territoire l'arrête et provoque ses aveux.

Devant l'abondance des preuves de ses activités criminelles à Lille et à Paris, il sera condamné à mort par le Tribunal militaire de Lyon quelques jours avant l'entrée de la Wehrmacht en zone libre, le 11 novembre 1942. Il échappera au peloton d'exécution et sous la pression des allemands, le maréchal Pétain accordera sa grâce.

Ce ne sera pas la chance du Français Henri D.. Ce traître qui a fait des ravages dans le réseau "Combat" d'Henri Frenay a été fusillé dans le fort de Montluc à Lyon le 16 avril 1942 par un peloton de l'armée de l'armistice.

Employé aux messageries Hachette de Paris, D. faisait chaque semaine depuis fin 1940, un voyage aller et retour à Lyon pour assurer les livraisons de cette entreprise entre les deux zones. Un ausweiss de complaisance permanent lui avait été accordé sur l'intervention de l'Abwehr qui contrôlait de la sorte le trafic des messageries Hachette et pouvait à l'occasion utiliser les services de D.

L'officier traitant de l'Abwehr est une vieille connaissance de nos services clandestins de C.E. Le Hauptmann Binder de l'Ast de Stuttgart est " pénétré " depuis 1938 par un agent de notre poste T.R. 114 de Lyon et pas grand chose ne nous échappe de son activité en France. En octobre 1941, " Combat "qui a grand besoin d'assurer ses liaisons permanentes entre la zone Nord et la zone libre, a repéré à Paris les possibilités offertes par l'homme des messageries Hachette.

Pressenti, D. accepte (après réflexion et accord enthousiaste de Binder) de transporter dans sa camionnette le courrier de " Combat " de Paris à Lyon et vice versa.

Dès lors, l'Abwehr va contrôler l'activité de ce réseau. Les arrestations se multiplient. Binder exulte et fait quelques confidences à notre " pénétrant ". Il parle d'une camionnette Hachette qui circule en permanence entre Paris et Lyon et dont le chargement l'intéresse.

Avec le concours de la gendarmerie de la ligne de démarcation, la camionnette est identifiée par T.R. 114. En janvier 1942, le B.M.A. de Lyon alerté, provoque l'arrestation de son conducteur. D. habilement interrogé par le commissaire Truffe de la Surveillance du Territoire passe aux aveux.

Le dossier de l'affaire est solide! Les dégâts sont graves. Frenay est menacé. Jean Moulin est identifié.

Descours, chef du B.M.A. de Lyon, fait signer par le Général Commandant la 14° Division Militaire un ordre d'informer pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat.

La taupe du réseau " Combat "sera condamnée à mort par le Tribunal militaire. Son recours en grâce sera refusé. Il sera exécuté.

J'invite le lecteur à en méditer le motif officiel: " Agent rétribué d'une organisation ennemie d'espionnage, Henri D. a recherché et livré des renseignements secrets intéressant la Défense Nationale ". Nous sommes en 1942.

En guise de conclusion J'aurais pu multiplier les cas concrets illustrant cette action répressive, stupéfiante pour certains esprits bornés. De fin 1940 à Novembre 1942, soit en deux ans, il a été procédé en métropole et en A.F.N. à 2.327 arrestations d'agents de l'Axe. Des dizaines furent passés par les armes.

Je me suis borné à trois cas significatifs mettant en cause un Allemand, un Anglais et un Français...(1) Le sort de ce dernier fut impitoyable. Laval, saisi par Abetz de cette " grave atteinte à la politique de collaboration " au moment où il revenait au pouvoir, le 18 avril 1942, deux jours après l'exécution de D., allait signifier à Rivet l'arrêt de mort des B.M.A. Mais nos réseaux clandestins étaient saufs.

(1) *Les dossiers de ces 3 affaires sont aux Archives de la Justice Militaire au Blanc (36300), ouverts aux chercheurs. Annexe Extraits du rapport du 28 novembre 1942 de la section III de l'Abwehrstelle de Paris. ...« Notre contre-espionnage a permis d'avoir les preuves certaines que les services secrets français ont continué au cours des années 1940 à 1942 et en violation des conventions d'armistice, à faire de l'espionnage contre l'Allemagne, notamment contre les troupes d'occupation en territoire français »...*

Nota: Le document original trouvé à Berlin en 1945 a été traduit et communiqué au Colonel P. Paillole en 1946 par M. K. du S.D.E.C.E., chargé, dès la fin de 1944 par la D.S.M., de l'exploitation des archives allemandes saisies en France et en Allemagne à partir de juin 1944.